L'Abeille de la Nouvelle-Orléans
Bureaux : 73 rue de Chartres
NOUVELLE-ORLÉANS.
MERCREDI, 20 JUILLET 1892.

OFFICIEL.

Assemblée Générale
—DE—
L'ETAT DE LA LOUISIANE
—
Session régulière de 1892.

No 46] LOI

Pour amender et décréter à nouveau la loi No 79 de l'année 1890, créant le District de levées de la Rivière Rouge, de l'Atchafalaya et du Bayou Bœuf.

Section 1ère.—Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, Que la loi No 79 de l'année 1890 est amendée et décrétée à nouveau dans le langage suivant: Que tout le territoire compris dans les limites suivantes, savoir: Commençant à la jonction des rivières Rouge et Atchafalaya, dans la paroisse des Avoyelles, à l'est, puis longeant la rivière Atchafalaya jusqu'à l'embouchure du Bayou Courtableau, dans la paroisse St-Landry; puis longeant le Bayou Courtableau et le Bayou Bœuf jusqu'à la limite de la paroisse Rapides, et tout le territoire capable d'être inondé dans les paroisses Avoyelles et Rapides, de même que celui inclus dans les limites décrites, situé dans la paroisse St-Landry, tout ce territoire sera compris dans les bornes d'un district de levées qui sera connu sous le titre de: Red River, Atchafalaya and Bayou Bœuf Levee District. La création de ce district a pour objet l'obtention d'un revenu par la levée d'une taxe ou autrement pour protéger les levées qui s'y trouveront contre l'inondation; ladite taxe frappant les biens et autres propriétés situées dans ledit district taxables pour des objets de levées en vertu de la loi 214 de la Constitution telle qu'elle a été amendée. Mais dans tous les cas où il serait trouvé que seulement une portion d'un système d'une section est taxable pour des objets de levées, alors tout le système de la section sera évaluée et assessée, et la taxe imposée sur cette portion taxable, sera établie sur la base dudit assessement.

Sec. 2.—Il est, en outre, décrété, etc., Que le Gouverneur, immédiatement après l'adoption de cette loi, nommera une personne compétente possédant toutes les qualités voulues d'un électeur, dans chacune des paroisses susnommées, comme commissaire de cette paroisse dans ledit District. Ils resteront en place autant de temps que l'officier Exécutif les nommant, ou jusqu'à ce que leurs successeurs soient nommés et aient qualifiés. En cas de vacance arrivant, provenant par la mort ou l'incapacité de l'un quelconque ou de tous les commissaires d'agir, leurs remplaçants seront nommés par le Gouverneur.

Sec. 3.—Il est en outre décrété, etc., Que lesdits commissaires constitueront un Bureau de Commissaires de Levées qui s'intitulera: Board of Levee Commissioners of the Red River, Atchafalaya and Bayou Bœuf Levee District. Ils sont par les présentes, constitués et ordonnés corps politique avec des pouvoirs d'incorporation. Le Bureau aura le pouvoir de poursuivre en justice et d'être poursuivi sous son nom d'incorporation; il aura un sceau, et pourra exécuter tout ce qu'a en vue cette loi. Le domicile de la corporation sera établi dans la ville d'Alexandrie, paroisse Rapides; et c'est là qu'elle sera poursuivie. Les assignations, en tous cas, seront servies au président, en personne, où qu'il réside, ou au siège de la corporation, comme dans les procès ordinaires.

Sec. 4.—Il est, en outre, décrété, etc., Que le Gouverneur, à l'époque où il nommera les commissaires, en vertu de cette loi, fixera la date de leur première réunion en la ville d'Alexandrie. Ils se réuniront alors et s'organiseront en élisant un président, l'un d'entre eux, et un secrétaire, l'un des leurs ou non, à leur gré. Il sera du devoir du président de présider à toutes les réunions, et du secrétaire d'enregistrer fidèlement tous leurs procès-verbaux. En l'absence du président à n'importe quelle réunion du Bureau, les membres présents choisiront l'un d'entre eux pour occuper la présidence à cette réunion, revêtir de tous les droits et pouvoirs du titulaire à l'emploi, pourvu qu'à toutes les réunions une majorité des membres constitue un quorum pour l'expédition des affaires quelle qu'elles soient.

Sec. 5.—Il est en outre décrété, etc., Que ledit Bureau adoptera des règlements pour son propre gouvernement et celui de ses employés. Il adoptera également des règles pour un système compréhensible de levées ayant pour objet final la protection du district entier contre l'inondation. Le Bureau conservera en un registre tous ses procès-verbaux qu'il publiera après chaque séance dans un journal de leur choix dans une des paroisses du district de levées. Il sera de devoir du Bureau, à chacune de ses sessions régulières, d'examiner tous les comptes et toutes les opérations du Bureau, et de décider quels travaux seront entrepris, pourvu qu'il soit annoncé que tous les travaux seront adjugés, par soumissions cachetées, au plus bas soumissionnaire responsable. Le Bureau se réservera le droit de rejeter toutes les soumissions. En cas d'urgence, le Bureau aura le pouvoir de conclure des contrats pour la construction de toutes les levées ou pour le drainage, sans annonce ni soumissions cachetées. Il aura de tous les moyens à sa disposition pour connaître, réparer ou construire n'importe quelle partie des levées qui pourrait fixer son attention. Il nommera des inspecteurs ayant le pouvoir d'employer des gardes sur les levées durant la période de hautes crues; et il fera tout ce qui sera nécessaire en général pour arriver aux fins qu'a en vue cette loi.

Sec. 6.—Il est, en outre, décrété, etc., Que dans le but de créer un revenu, le Bureau est, par les présentes, autorisé à imposer une taxe spéciale, telle taxe, telle que le permet l'article 214 de la constitution amendée, sur toute propriété du district taxable pour des fins de levées et de drainage. Les Assesseurs des diverses paroisses et parties de paroisses dans ledit district, sont par les présentes, requis de dresser séparément le 1er Août de chaque année ou avant cela, des listes de toutes les propriétés taxables pour des fins de levées, ou de drainage, dans leurs paroisses ou parties de paroisses comprises dans ce District. Et de ces listes, ils prépareront, séparément, des rôles sur des blancs que fournira l'Auditeur de l'Etat, dérivant explicitement la propriété à assesser, ainsi qu'il est pourvu par la loi générale du revenu de l'Etat, une copie desquels sera déposée en le bureau du Recorder et une autre remise au chérif de la paroisse.

Sec. 7.—Il est, en outre, décrété, etc., Que, dans tous les cas où les assesseurs et les percepteurs de taxes se trouveraient pas sur la question des terres, si, oui ou non, ces terres peuvent être accusées sur les listes et assessées en vertu des dispositions de cette loi, alors il sera du devoir de l'Assesseur de réunir deux voisins responsables, l'un d'eux choisi par les contribuables et l'autre par l'Assesseur, et si les deux contribuables ne s'entendent pas, l'Assesseur exposera les faits au Président du Bureau des Commissaires de Levées, qui lui, pourra demander au Bureau de l'ingénieur d'Etat de faire tels nivaux qu'il jugera nécessaires pour déterminer si, oui ou non, ces terres seraient inondées dans le cas où il y aurait pas de système de levées, ou en cas où il se produirait une rupture ou une combinaison de ruptures dans le système. S'il arrivait que le Bureau des Ingénieurs d'Etat déclarât que ces terres ne sont pas exposées à l'inondation, où s'il se faisait que le Président du dit Bureau des Commissaires de Levées, omit de soumettre la question au Bureau des Ingénieurs d'Etat, alors ces terres seraient exemptées de taxe pour les fins de levées du district pour l'année où on en serait fait l'assessement. Mais en cas où le rapport du Bureau des Ingénieurs d'Etat établirait, après avoir fait des nivaux et tels autres arpentages et examens qui seraient nécessaires pour prouver les faits, que lesdites terres sont ou seraient exposées à l'inondation s'il n'y avait pas de levées, ou en cas où il se produirait des ruptures ou une combinaison de ruptures dans le système, n'ôte ces terres seraient sujettes à la taxe, en vertu des dispositions de cette loi, et toutefois elles n'en ont pas déjà été exemptées, en vertu de la section 15 de la loi 79 de l'année 1890, pourra aussi que la propriété d'aucun tenancier sur une plantation ne soit taxée, à moins que cette portion de la plantation, louée par lui, ne soit exposée à l'inondation. Le propriétaire paiera une taxe personnelle de dix mille dollars, en outre de la taxe spéciale ci-dessus imposée, en proportion de toute la propriété y mentionnée assessée, comme la terre cultivée exposée à l'inondation ou payera une proportionnelle à celle de la propriété entière assessée.

Sec. 8.—Il est, en outre, décrété, etc., Que tous les assesseurs des paroisses appartenant à ce district, recevront comme compensation annuelle pour tous ces services requis en vertu de cette loi, trois (3) pour cent des taxes de levées dans ces paroisses, lesquels seront payés par le Trésorier d'Etat sur un mandat de l'Auditeur, et à prendre exclusivement des fonds perçus dans le District pour les fins du district des levées et le drainage.

Sec. 9.—Il est, en outre, décrété, etc., Que toutes les fois qu'il en recevra l'ordre du Bureau des Commissaires pour ce District, le Shérif des paroisses comprises dans ce District, procédera à percevoir les taxes imposées sur les rôles qui lui seront fournis, à la même époque et de la même façon que sont ladiquée maintenant ou qui pourraient l'être plus tard par la loi qui a trait à la perception des taxes d'Etat et de paroisse. La compensation de son travail sera fixée au même taux; et toutes les taxes perçues par lui en vertu de cette loi, seront versées, en comptes séparés, entre les mains du Trésorier d'Etat.

Sec. 10.—Il est, en outre, décrété, etc., Que dans le but de procurer des fonds additionnels pour ledit district, ledit Bureau des Commissaires de Levées aura par les présentes le pouvoir et l'autorisation d'imposer une contribution annuelle ou un assessment sur toutes les terres dans le dit district, sujettes à la taxe pour des fins de levée et de drainage, contribution ou assessment ne devant pas excéder 5 pour cent par acre et soixante dollars par mille de chemin de fer sur le territoire dudit district sujet aux taxes pour des fins de levées et de drainage. La dite contribution ou ledit assessement sera imposé et perçu puis versé dans le trésor de l'Etat au profit du District de Levées de la Rivière Rouge, de l'Atchafalaya et du Bayou Bœuf, de la même façon et aux mêmes époques que d'autres taxes dont il est pourvu ici, sont assessées, perçues et versées. Afin de pourvoir à des moyens additionnels de mettre à exécution les fins de cette loi, et de fournir des ressources pour mettre à même ledit Bureau d'aider au développement, à l'établissement et à l'achèvement d'un système de levées et de drainage et d'autres travaux d'amélioration publi que destinés à contribuer à la protection de la propriété dans le district de levées de la Rivière Rouge, de l'Atchafalaya et du Bayou Bœuf, et de protéger contre l'inondation désastreuse; et toutes terres actuellement appartenant à l'Etat de la Louisiane ou qui pourraient y appartenir, et comprises dans les limites du district de la Rivière Rouge, de l'Atchafalaya et du Bayou Bœuf, ou de la paroisse d'Ascension, ou qui pourraient y appartenir, et comprises dans les limites du district de la Rivière Rouge, de l'Atchafalaya et du Bayou Bœuf, ou de la paroisse d'Ascension, ou de tous les deux, de l'Atchafalaya et du Bayou Bœuf, sont par les présentes, transférées et livrées audit Bureau des Commissaires des levées de la Rivière Rouge, de l'Atchafalaya et du Bayou Bœuf, que lesdites terres ou portions de terres soient ou non actuellement sujettes à cet Etat, ou que lesdites terres aient été ou puissent être confisquées plus tard, ou achetées par ou pour ou enfin vendues à l'Etat à des ventes de taxes pour non paiement de taxes; alors que l'Etat est devenu ou peut devenir propriétaire de terres au moyen de ventes de taxes. Les transferts n'en feront au Bureau des Commissaires de levées seulement après que le délai de rachat sera expiré, pourvu cependant que tout ancien propriétaire de terres qui auront été confisquées par l'Etat ou vendues à celui-ci, pour non-paiement de taxes, puisse en tout temps dans les six mois qui suivront la date de l'adoption de cette loi, revoir lesdites terres ou l'une quelconque, en payant au Trésorier de l'Etat toutes les taxes, intérêts, dépens et pénalité qui y seront dûs jusqu'à la date du rachat; mais pareils rachats seront opérés en la manière prescrite dans ventes de terres par l'Etat; et toutes les sommes provenant de ces ventes seront reçues et mises au crédit du district de levées de la Rivière Rouge, de l'Atchafalaya et du Bayou Bœuf. Après l'expiration des dits six mois, il sera du devoir de l'Auditeur et de l'Enregistreur du Bureau des Terres de l'Etat, au nom de l'Etat, de transférer au dit Bureau des Commissaires de Levées, avec les formalités voulues, les terres concédées ou devant être concédées et confisquées audit Bureau. De temps à autre, les dits Auditeur et Enregistreur du Bureau des Terres d'Etat, ou l'un des deux seront requis de le faire par le Bureau des commissaire de levées, ou par le président du Bureau. Ensuite ledit président dudit Bureau fera enrégistrer convenablement les transferts au bureau de l'enregistrer des paroisses respectives où sont ou pourraient être situées ces terres. Quand ces transferts seront enrégistrés, les titres de ces terres et leur possession seront dès ce moment à absolument à ladite Bureau des Commissaires de Levées, à leur successeurs ou à ces répondants. Lesdites terres seront exemptées de taxes après avoir été transférées audit Bureau et tant qu'elles seront en possession ou sous son contrôle. Le Bureau aura le pouvir et l'autorisation de vendre, d'hypothéquer, de donner en nantissement ou de disposer autrement, lesdites terres de telle façon et à tels prix qu'il jugera convenables; mais tous les produits en seront déposés dans le Trésor de l'Etat, au crédit du District de la Rivière Rouge, de l'Atchafalaya et du Bayou Bœuf, et n'en pourront être retirés que sur mandats du président du Bureau, convenablement attestés ainsi qu'il est indiqué dans cette loi.

Sec. 12.—Il est en outre décrété, etc., Que tout homme vivant dans ledit district, ou moyen d'impôts ou autrement, sera mis au crédit du District de Levées, de la Rivière Rouge, de l'Atchafalaya et du Bayou Bœuf, et ne servira, exclusivement qu'au drainage nécessaire et à la protection contre les eaux, et à l'entretien de toutes ou de l'une des levées publiques du district, qui, de l'avis du Bureau des Ingénieurs d'Etat protégeront ledit district de levées contre l'inondation. Cet argent servira également au paiement des traitements des membres du Bureau et de son secrétaire, ainsi que les frais réels de l'organisation du Bureau et de la mise à exécution de cette loi.

Sec. 12.—Il est, en outre décrété, etc., Que dans le but de procurer des fonds additionnels audit District, le Bureau des Commissaires est, par les présentes, autorisé à et a le pouvoir d'émettre des bons pour le montant de deux-cent-cinquante mille dollars, en telles sommes et dénominations que le décrera le Bureau, pas moindre de cent dollars chacun. Lesdits bons seront faits payables aux porteurs; ils seront signés officiellement par le Président du Bureau, et attestés par la signature du secrétaire et par le sceau du Bureau des Commissaires. Ils auront, chacun, imprimés au verso, ce qui suit: "Ce Bon, principal et intérêt, garanti par des impôts et par la vente de terres publiques de l'Etat." Tous ces bons seront dus dans vingt ans et payables dans dix, à l'option du Bureau des Commissaires de Levées. Ils porteront intérêt à un taux n'excédant pas six pour cent de l'an, payable semi-annuellement au bureau du Trésorier d'Etat, des fonds ci-après pourvus.

Sec. 13.—Il est, en outre, décrété, etc., Que ledit Bureau aura le droit de négocier lesdits bons, à un taux d'escompte, inférieur aux commissions, n'excédant pas dix (10) pour cent; et les paiements pour tous travaux exécutés sur des terres érigées pour la protection dudit District de levées, aux conditions et pour les sommes arrêtées avec le contracteur, se feront au comptant.

Sec. 14.—Il est de plus décrété, etc., Que l'intérêt sur lesdits bons sera pris du fonds provenant de la collection de ladite taxe de levée, et le Trésorier de l'Etat est par le présent autorisé à payer tous les coupons qui seront dûs, quand ils lui seront présentés par un propriétaire ou porteur de bonne foi desdits bons. Il devra toujours rester en main un montant suffisant desdites taxes pour payer une année d'intérêt desdits bons, et ce montant ne devra être, sous aucune autorité, affecté à un autre but.

Sec. 15.—Il est de plus décrété, etc., Que dix ans après l'exécution desdits bons, il sera prélevé sur ladite taxe de dix mille de la taxe de district, après le paiement de l'intérêt échu sur lesdits bons, constituera un fonds d'amortissement et ne sera pas retiré du Trésor d'Etat pour un autre but que celui de payer le principal desdits bons. Si ledit montant est insuffisant à dix pour cent des montants des bons existants, ledit board, avec les autres revenus prévus ci-dessus, comblera le déficit de préférence à toute autre réclamation, de manière que ledit fonds d'amortissement se monte annuellement à dix pour cent au moins du montant des bons existants, et le paiement se fera annuellement à la décharge du principal desdits bons, ainsi qu'il y est pourvu ci dessus:

Sec. 16.—Il est de plus décrété, etc., Qu'il sera du devoir dudit board et de tous les officiers chargés de la collection et du débarrassement de ladite taxe de dix mille, de collecter ladite taxe et de la débourser ainsi qu'il y est pourvu ci-dessus. Ils collecteront et appliqueront, conformément aux dispositions de cette loi tels autres revenus qui pourront être nécessaires pour payer en plein le principal et l'intérêt, ainsi qu'il y est pourvu ci dessus, et l'autorité accordée audit board de pourvoir au paiement du principal et de l'intérêt desdits bons ne sera pas révocable et restera en pleine vigueur jusqu'à ce que lesdits bons aient été payés. Cette disposition constituera un contrat en faveur de porteur ou des porteurs desdits bons.

Sec. 17.—Il est de plus décrété, etc., Que si un officier quelconque chargé du devoir de collecter ou de débourser les revenus, en vertu des dispositions de cette loi, manque, néglige ou refuse de remplir les devoirs qui lui incombent en vertu de cette loi, le dit Board, ou tout porteur de bons émis en vertu de cette loi, pourra s'adresser au juge d'une cour quelconque de juridiction compétente et obtenir un mandamus pour forcer l'officier délinquant de remplir ses devoirs conformément aux dispositions de cette loi.

Sec. 18.—Il est de plus décrété, etc., Que les bons pour deux cents cinquante mille piastres, que la section 12 de cette loi autorise à émettre, seront déposés entre les mains du Trésorier d'Etat dès qu'ils auront été imprimés et avant d'avoir été signés par le président dudit Board et attestés officiellement par la signature du secrétaire et le sceau dudit Board de Commissaires, ainsi qu'il y a été pourvu par la section 12 de cette loi, et le trésorier livrera son reçu pour les dits bons. Ces bons seront enregistrés au bureau de l'Auditeur, qui en gardera le compte, et ils ne seront retirés du trésor de l'Etat que sur les warrants dudit Auditeur, émis sur l'ordre du président du Board des Commissaires, contresigné par le secrétaire, conformément à une résolution dudit board adoptée à une séance régulière. L'Auditeur et le Trésorier de l'Etat tiendront un compte desdits bons sujet à l'inspection de toute personne intéressée. Les bons retirés du trésor seront présumés, d'une manière concluante avoir été émis et négociés par ledit board conformément à toutes les conditions de la loi.

Sec. 19.—Il est de plus décrété, etc., Que tous les warrants tirés sur le trésorier de l'Etat seront signés par le président et attestés par la signature du secrétaire et le sceau dudit board, et pour les travaux de levées et de drainage ne seront tirés que pour ceux exécutés dans ledit district de la Rivière Rouge, de l'Atchafalaya et du Bayou Bœuf, sous les ordres et la surintendance des ingénieurs d'Etat, aussi longtemps qu'ils resteront comme ils sont maintenant constitués en vertu de la loi, autrement sur l'ordre du Bureau des Commissaires, ou comme l'établira la loi.

Sec. 20.—Il est de plus décrété, etc., Que toute somme maintenant au Trésor un crédit des paroisses comprises dans ce district de la Rivière Rouge, de l'Atchafalaya et du Bayou Bœuf, tel qu'il est maintenant organisé, et toute somme devant encore revenir audit district d'une source quelconque, sont par le présent transférée au crédit du district créé par la présente loi, et il sera du devoir de la dite loi, procéderont à collecter toutes les taxes maintenant assessées et non payées dans ledit district. Il est bien entendu que rien dans cette loi n'empêchera ce district de levée de recevoir une proportion équitable du fonds général de l'Ingénieur.

Sec. 21 Il est de plus décrété, etc., Que les membres du Bureau des Commissaires du District de la Rivière Rouge, de l'Atchafalaya et du Bayou Bœuf, ainsi que leur secrétaire, recevront chacun un salaire de quatre dollars ($4) par jour, pendant qu'ils assisteront positivement aux meetings dudit Board ou s'occuperont des affaires de la Commission, et pour quelle pour leurs frais de voyage, en allant une fois à chaque meeting dudit board et en en revenant, en comprenant la mise à exécution de cette loi, par des warrants tirés sur le trésorier d'Etat, attestés comme ci-dessus, sur du devoir de ce Bureau des Commissaire de faire tenir un compte exact et précis des travaux exécutés par l'autorité du Board, lequel compte indiquera en détail les travaux accomplis, les levées construites, les réparations faites et tous autres travaux exécutés par le Board. Il sera aussi de son devoir de tenir un compte exact des finances du district de levée, de faire établir tous les six mois un état indiquant la condition exacte, précise et vraie des finances du district, et spécialement les recettes et les dépenses d'un état et de l'Enregistreur du Bureau des Terres de l'Etat, au nom de l'Etat, de transférer au dit Bureau des Commissaires de Levées, avec les formalités voulues, les terres concédées ou devant être concédées et confisquées audit Bureau. De temps à autre, les dits Auditeur et Enregistreur du Bureau des Terres d'Etat, ou l'un des deux seront requis de le faire par le Bureau des commissaire de levées, ou par le président du Bureau. Ensuite ledit président dudit Bureau fera enrégistrer convenablement les transferts au bureau de l'enregistrer des paroisses respectives où sont ou pourraient être situées ces terres. Quand ces transferts seront enrégistrés, les titres de ces terres et leur possession seront dès ce moment à absolument à ladite Bureau des Commissaires de Levées, à leur successeurs ou à ces répondants. Lesdites terres seront exemptées de taxes après avoir été transférées audit Bureau et tant qu'elles seront en possession ou sous son contrôle. Le Bureau aura le pouvir et l'autorisation de vendre, d'hypothéquer, de donner en nantissement ou de disposer autrement, lesdites terres de telle façon et à tels prix qu'il jugera convenables; mais tous les produits en seront déposés dans le Trésor de l'Etat, au crédit du District de la Rivière Rouge, de l'Atchafalaya et du Bayou Bœuf, et n'en pourront être retirés que sur mandats du président du Bureau, convenablement attestés ainsi qu'il est indiqué dans cette loi.

Sec. 12.—Il est en outre décrété, etc., Que tout homme vivant dans ledit district, sera mis au crédit du District de Levées, de la Rivière Rouge, de l'Atchafalaya et du Bayou Bœuf, et ne servira, exclusivement qu'au drainage nécessaire et à la protection contre les eaux, et à l'entretien de toutes ou de l'une des levées publiques du district, qui, de l'avis du Bureau des Ingénieurs d'Etat protégeront ledit district de levées contre l'inondation. Cet argent servira également au paiement des traitements des membres du Bureau et de son secrétaire, ainsi que les frais réels de l'organisation du Bureau et de la mise à exécution de cette loi.

Sec. 12.—Il est, en outre décrété, etc., Que dans le but de procurer des fonds additionnels audit District, le Bureau des Commissaires est, par les présentes, autorisé à et a le pouvoir d'émettre des bons pour le montant de deux-cent-cinquante mille dollars, en telles sommes et dénominations que le décrera le Bureau, pas moindre de cent dollars chacun. Lesdits bons seront faits payables aux porteurs; ils seront signés officiellement par le Président du Bureau, et attestés par la signature du secrétaire et par le sceau du Bureau des Commissaires. Ils auront, chacun, imprimés au verso, ce qui suit: "Ce Bon, principal et intérêt, garanti par des impôts et par la vente de terres publiques de l'Etat." Tous ces bons seront dus dans vingt ans et payables dans dix, à l'option du Bureau des Commissaires de Levées. Ils porteront intérêt à un taux n'excédant pas six pour cent de l'an, payable semi-annuellement au bureau du Trésorier d'Etat, des fonds ci-après pourvus.

Sec. 13.—Il est, en outre, décrété, etc., Que ledit Bureau aura le droit de négocier lesdits bons, à un taux d'escompte, inférieur aux commissions, n'excédant pas dix (10) pour cent; et les paiements pour tous travaux exécutés sur des terres érigées pour la protection dudit District de levées, aux conditions et pour les sommes arrêtées avec le contracteur, se feront au comptant.

Sec. 14.—Il est de plus décrété, etc., Que l'intérêt sur lesdits bons sera pris du fonds provenant de la collection de ladite taxe de levée, et le Trésorier de l'Etat est par le présent autorisé à payer tous les coupons qui seront dûs, quand ils lui seront présentés par un propriétaire ou porteur de bonne foi desdits bons. Il devra toujours rester en main un montant suffisant desdites taxes pour payer une année d'intérêt desdits bons, et ce montant ne devra être, sous aucune autorité, affecté à un autre but.

Sec. 15.—Il est de plus décrété, etc., Que dix ans après l'exécution desdits bons, il sera prélevé sur ladite taxe de dix mille de la taxe de district, après le paiement de l'intérêt échu sur lesdits bons, constituera un fonds d'amortissement et ne sera pas retiré du Trésor d'Etat pour un autre but que celui de payer le principal desdits bons. Si ledit montant est insuffisant à dix pour cent des montants des bons existants, ledit board, avec les autres revenus prévus ci-dessus, comblera le déficit de préférence à toute autre réclamation, de manière que ledit fonds d'amortissement se monte annuellement à dix pour cent au moins du montant des bons existants, et le paiement se fera annuellement à la décharge du principal desdits bons, ainsi qu'il y est pourvu ci dessus:

Sec. 16.—Il est de plus décrété, etc., Qu'il sera du devoir dudit board et de tous les officiers chargés de la collection et du débarrassement de ladite taxe de dix mille, de collecter ladite taxe et de la débourser ainsi qu'il y est pourvu ci-dessus. Ils collecteront et appliqueront, conformément aux dispositions de cette loi tels autres revenus qui pourront être nécessaires pour payer en plein le principal et l'intérêt, ainsi qu'il y est pourvu ci dessus, et l'autorité accordée audit board de pourvoir au paiement du principal et de l'intérêt desdits bons ne sera pas révocable et restera en pleine vigueur jusqu'à ce que lesdits bons aient été payés. Cette disposition constituera un contrat en faveur de porteur ou des porteurs desdits bons.

pour autoriser le board à hypothéquer et vendre ces terres et à en appliquer le revenu aux travaux de levées, et de drainage; pour autoriser le board à acheter, à vendre et à passer des contrats pour la construction, la réparation, et le drainage des levées, et acquitter les frais de ces travaux; pour pourvoir à l'entretien et à la police des levées; pour autoriser le Board à nommer des inspecteurs et des gardes, et, dans certains cas, à faire appel aux ouvriers des chemins pour travailler aux levées; pour pourvoir aux paiements qui seront nécessaires dans ces cas; pour décréter une pénalité contre les ouvriers de chemins qui négligeraient de se rendre à l'appel de l'autorité; pour pourvoir au moyen de déposer, garder et débourser tous fonds du Board; pour déterminer par qui et de quelle manière les warrants seront tirés sur lesdits fonds; pour définir ce qui constituerait un mauvais usage des fonds et des propriétés du Board par le président, le commissaire ou un officier quelconque; pour établir une pénalité contre la partie délinquante; pour mettre cette loi en vigueur et rappeler toutes celles, en tout ou en partie, qui lui sont contraires.

G. W. BOLTON,
Speaker de la Chambre des Représentants.
CHARLES PARLANGE,
Lieutenant Gouverneur et Président du Sénat.
Approuvé le 2 juillet 1892.
MURPHY J. FOSTER,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.
Pour copie conforme:
T. S. ADAMS,
Secrétaire d'Etat.

Down Town Herald.

MM. Achille Blais et A. S. Audier, éditeurs du journal hebdomadaire "*Down Town Herald*" nous prie d'annoncer au public "qu'ils se sont retirés de la Société de l'Orléanais," et que leur intention est de former une Compagnie par actions, au capital de $1,500; le prix de l'action fixé à $10."

Nous nous empressons donc de nous rendre au désir de nos estimables confrères, mais ne croyons pas devoir nous borner à ces lignes.

Nous prenons plaisir à ajouter que ces messieurs, en fondant leur feuille, ont eu pour principale visée de veiller aux intérêts des second et troisième districts de la Nouvelle-Orléans; intérêts trop souvent et nous dirions presque trop systématiquement négligé.

Or nous leur devons d'écrire que jusqu'ici ils sont demeurés fidèles à leur programme, et qu'ils ont tout mis en œuvre pour que leur publication fût pratiquement utile à la cause qu'ils plaident.

C'est en arborant ce même programme, en l'affirmant plus que jamais qu'ils vont tenter d'assurer de nouvelles et plus fortes bases à leur entreprise. Nous y sympathisons trop pour ne point leur souhaiter, et bien cordialement, une prompte et stable réussite.

IF YOUR BACK ACHES,
Or you are all worn out, really good for nothing, it is general debility. Try
BROWN'S IRON BITTERS.
It will cure you, cleanse your liver, and give a good appetite.

WEST END.

Pour ce soir un programme, fort intéressant d'abord et très touffu aussi, car dans ses trois parties on a logé quinze morceaux au lieu de douze.

Nous y notons une marche: *Le Camp Chalmette*, Rayband; l'ouverture de *Martha*, de Flotow; Fantaisie sur *la Bohémienne*, Balfe; le morceau de bravoure, Donizetti; *Nos à vous*, romance, Tito Mattei, solo de cornet exécuté par M. A. Vessey; la Marche Indienne de *l'Africaine*, Meyerbeer; Mosaique sur motifs de *Prophète*, Meyerbeer; *Air et Miserere*, du Trouvère, Verdi, duo pour cornet et trombone, exécuté par MM. Armaud Vessey et Vic Einhorn; *Le Régiment qui passe*, Coverly et gosume final: *Les Mascadins*, Kemp.

Nous l'avons dit maintes fois, l'administration de la Compagnie du chemin de fer n'hésite jamais quand il s'agit de se rendre agréable à ses visiteurs et nombre de ceux là lui ayant témoigné le désir d'avoir un feu d'artifice, elle le leur donnera après-demain vendredi.

Le moment est propice, semble-t-il; le beau temps paraît être au fixe; une soirée douce et brillante semble à pompeusement qui rendant à la fraîcheur des agréables, et la poudre de M. Geo. W. Weingart sera sèche. Car c'est l'habile artificier choisi et il promet de se surpasser dans cette première fête pyrotechnique de la saison 1892. On pourra en bon temps en juger à une annonce insérée à la première page de l'*Abeille*.

Ce menu—chaud, cela va de soi—se composera de ballons, affiche ou sirènes plaît, nappes et fontaines de feu, bombes japonaises, batteries de chandelles romaines, feux de Bengale, fusées à parachûtes, girandoles d'artifices de pyrotechnie encore; le tout couronné par un gigantesque bouquet.

Il va sans dire que le programme musical ne sera en rien écourté, et que, comme d'ordinaire, concert et feu d'artifice sont offerts gratis.

Pour tout frais, les 15 cents prix de l'excursion, aller et retour et afin d'assurer plein confort au public on aura en ligne des trains pouvant suffire à 20,000 personnes.

Les départs de chaque extrémité du chemin auront lieu de quart d'heure en quart d'heure.

Publication.

Le numéro de 9 juillet du *Journal des Demoiselles et Petit Courrier des Dames*, publié à Paris, rue Vivienne, sera lu et vu avec intérêt, pour ses articles, pour ses illustrations.

Cette publication parisienne s'occupe de littérature, beaux-arts, théâtres, économie domestique.

Un version que nous venons de recevoir contient, comme matières à lire: *Modes—Visites dans les magasins—Chronique de la Mode et de la Beauté—Ma Sœur aînée*, nouvelle—et quelques détails utiles d'économie domestique.

Les illustrations consistent en gravures noires et gravures coloriées, avec explications et les annexes en patrons divers.

Les Inventions Nouvelles.

La dernière livraison (5 juillet) de cette Revue Universelle des inventions nouvelles, dirigée par M. Henri Parlas, ingénieur, ancien Officier d'artillerie, Officier d'académie est excellemment composée: elle pique vivement la curiosité et ony remarque un véritable mérite dans la rédaction; une grande clarté dans la façon d'exposer les inventions dont ce recueil bi-mensuel se fait le vulgarisateur.

Citons, entr'autres, l'article portant ce titre: *La Photographie à distance*. Merveilleux en effet les résultats maintenant obtenus par les nouveaux objectifs; tout-à-fait un plus haut degré cette téléphotographie; presqu'incroyables les détails de vues prises par le téléobjectif, à des distances considérables; seize kilomètres par exemple.

Appelons aussi l'attention sur l'avertisseur d'incendie, la canne-lampe électrique, le cerf-volant porte-amarre; de charmants et ingénieux jouets créés d'hier: le Clown jongleur—Le Pêcheur à la ligne, et enfin un article sur "*Les progrès industriels aux Etats-Unis.*"

Cette Revue date de cinq ans et son succès toujours croissant n'a rien pour nous surprendre. Il en devait être ainsi.

Bureaux à Paris, 4 rue de la Chaussée d'Antin.

Au cercle:

Deux jeunes joueurs veulent absolument se battre, mais on ne peut s'entendre sur le choix des armes.

—Vous ne voulez ni de l'épée, ni du pistolet, ni du sabre de cavalerie, dit un des témoins; alors, je propose le piquet.....au premier cent!

On parle d'un correcteur d'imprimerie, qui a eu, par sa faute, une vie très agitée.

—Il est passé par de bien rudes épreuves, mais cela ne l'a pas corrigé, dit quelqu'un.

—Parbleu, c'est lui qui les corrige!

DR. PRICE'S
Cream Baking Powder.
En consommation dans des millions de familles. Le premier de toutes depuis 40 ans

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Nouvelle-Orléans, 20 juillet 1892.—Indications pour la Louisiane.— Temps généralement beau, variable and est.

Température du 19 juillet 1892.
Thermomètre de E. & L. CLAUDEL, Opticiens, No 145 rue du Canal.

	Fahrenheit	Centigrade
7 heures du matin	82	28
Midi	96	27
3 P. M.	96	27
6 P. M.	84	26

MARIAGES, NAISSANCES ET DÉCÈS.

Inscrits au Bureau de Santé dans les dernières 24 heures.

Mariages.

Eugène Lecoss à Mlle Mary Noel,
John Harrison à Mlle Margaret Herd,
Anselme Cosmo à Mlle L. Mamma,
Joseph Mosbr à Mlle Annie Cearsey,
Gabriel Michael à Mlle Odile Daras,
John E. Murray à Mlle Christina Magenheimer.

Naissances.

Mme James O'Shaughnessy, une fille.
Mme James Murphy, un garçon.
Mme Joseph Berry, une fille.
Mme Charles O'Sehren, un garçon.
Mme Charles F. Pehl, une fille.
Mme Salomon Mosse, une fille.
Mme William Seymour, une fille.
Mme Joseph Palmisano, une fille.
Mme John J. Schoene, une fille.
Mme Joseph Negusiona, Jr, une fille.
Mme Moses Moore, une fille.
Mme Thomas Witham, une fille.
Mme William Stender, un garçon.
Mme Alfred Antonio, une fille.
Mme Salomon Mosse, un garçon.
Mme William Hamlin, une fille.
Mme Walter B. Unwford, une fille.

Décès.

John W. Bodeaux, 1 jour, 471 rue Lafayette.
Sophie Fields, 24 ans, 129 rue and Franklin.
Frank McQuade, 30 ans, 14 rue Theresa.
Dr John B. Saucier, 74 ans, 1048 rue Magazine.
John H. Dedarf, 48 ans, 287 rue Urseulines.
B. Reglacich, 52 ans, 23 rue St Philippe.
Mme Bertha Bonquois, 22 ans, 173 rue Foy dras.
Katy E. L. Savine, 22 mois, 182 rue nord Broad
Mme Katie M. Kemp, 53 ans, 455 rue Carondelet.
Peter Urtis, 64 ans, 177 rue nord Peters.
Shady Bacon, 10 ans, 170 rue sud Liberty.
L. A. Trichel, 65 ans, 265 rue Franklin.
Mamie Beauhahn, 12 heures, 302 rue Camp.
Infant du sexe masculin de Mme Master Kearney, 2 heures, 72 rue St Joseph.
Nancy Sanders, 28 ans, coin des rues Lowerline et Berthe.
Mme Catherine Ramant, —, 152 rue Hôpital.
Mme Leolan Gesenet, —, 228 rue nord Robertson.
Mme Catherine Ramant, 28 ans, 158 rue Palmyre.
Wm anta M. Guerra, 4 mois, coin des rues Conti-Robertson et Washington.
A. Perry, 19 ans, 319 rue St Louis
Joseph Victor, 18 mois, coin des rues St-Pierre et Roman.
Margaret Beauahaer, 1 jour, 302 rue Camp.
Mme Veuve Catherine D. Hanloe, 60 ans.
Emma Jackson, 6 mois, 43 1/2 rue St-Ferdinand
Mme Veuve Barbara Detoni, 79 ans, 38 rue Chartres.
James Murphy, 2 mois, 547 rue Gravier.
John E. Blackfort, 7 mois, 190 rue Melpomène.

Ventes inscrites au bureau de l'annotateur des aliénations:

G. Dundgre à S. Thomas, un terrain borné par les rues Carondelet, Perdido, Berosite et Union, $9,500.

G